



JUGES POUR LA DÉMOCRATIE

LETTRE OUVERTE À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

La population brésilienne est cible d'une politique de mort.

Alors que la plupart des pays du monde adopte des mesures pour protéger ses populations, en promouvant la vaccination, en imposant l'isolement social, en effectuant le paiement du revenu minimum et en produisant des campagnes d'éclaircissement sur l'importance de l'utilisation de masque et gel alcoolisé, au Brésil, le président de la République fait exactement le contraire. Il stimule les agglomérations, freine l'achat et la distribution de vaccins, remet en question l'utilisation de masque comme mesure de prévention des contaminations, encourage l'utilisation de médicaments contre-indiqués par des études robustes déjà publiées par la communauté scientifique. En outre, il favorise un environnement de persécution et d'embarras pour les chercheurs et institutions brésiliens qui promeuvent les connaissances scientifiques nécessaires pour faire face aux graves problèmes causés par la pandémie.

Institutionnellement, le gouvernement fédéral agit encore en essayant d'empêcher les gouverneurs et les maires de prendre des mesures de protection contre la propagation du virus, même s'il est conscient que le système de santé au Brésil s'est effondré.

Les actions et les omissions du Gouvernement Fédéral -et du Parlement brésilien qui ne traite pas plus de soixante demandes de destitution ni légifère en établissant des mesures de protection de la vie -, entraînent directement la mort d'environ 3 000 brésiliens par jour.

On estime qu'en juillet 2021, le Brésil atteindra 500 000 morts. Ce nombre accablant n'est pas le résultat nécessaire de la pandémie, mais de cette politique qui nie la science et expose la population à la mort.

À l'heure actuelle, pour la première fois de son existence, le Système Unique de Santé, qui dessert tous les brésiliens et toutes les brésiliennes, est sur le point de s'effondrer dans tout le pays. Les gérants des hôpitaux publics et privés rapportent quotidiennement que l'approvisionnement en oxygène pour les personnes hospitalisées n'est pas suffisant et que dans environ 15 jours, les médicaments nécessaires à la réalisation des intubations seront épuisés. Les corps s'entassent et les gens font la queue pour certifier les décès.

Le chaos est installé.

Dans un pays continental comme le Brésil, où se trouve la principale forêt responsable du maintien de la vie humaine sur terre, cela signifie une catastrophe humanitaire et environnementale de dimension mondiale. Il existe déjà des études démontrant la dégradation de la nappe phréatique due aux enterrements réalisés à grande échelle, face à cette mortalité effrayante. La circulation de personnes vers d'autres pays, au vu des mutations plus agressives présentées par le SRAS-COV 2, peut signifier la répétition de la réalité brésilienne dans d'autres endroits du monde.

La gestion délibérément adoptée dans notre pays peut compromettre, concrètement, la continuité de la vie humaine sur Terre.

Intérieurement, de nombreuses dénonciations ont été faites, mais elles se heurtent au système de soutien politique organisé avec les organes d'inspection et le pouvoir législatif, ce qui a motivé l'AJD et plusieurs autres entités de la société civile à prendre des mesures dans le cadre du système international de protection des Droits Humains.

Plusieurs pétitions ont été déposées auprès de la **Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme**, du **Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies** et de la **Cour Pénale Internationale**, sans la poursuite, jusqu'à présent, des processus d'enquête ou de mesures prises pour protéger efficacement la vie des personnes dans notre pays.

Face à ce scénario catastrophique, exaspérés et indignés de l'inertie de nos institutions, à la limite de nos forces face à la violence institutionnelle représentée par cette gestion pour la mort, les organisations et entités soussignées, en **AUTHENTIQUE DEMANDE D'AIDE, PLAIDENT** pour que les organismes internationaux de régulation des droits de l'homme se manifestent immédiatement par rapport aux demandes déjà formulées, afin d'obliger la prise de mesures qui protègent la vie des brésiliens par le **Gouvernement Fédéral et le Parlement brésilien**.

Association Juges pour la Démocratie
Valdete Souto Severo, Présidente.